

2015

L'année des souffrances

Non, le gouvernement Michel ne devrait pas tomber. Oui, le dialogue social devrait reprendre dans la douleur. Mais dans un contexte morose, sans croissance et avec les premiers effets de la rigueur budgétaire, les Belges devront faire le gros dos. La preuve en dix questions.

Par **Olivier Mouton**

Après une cuvée 2014 gorgée de tensions politiques et sociales, 2015 devrait être l'année de la rédemption, du dialogue retrouvé et de la mise en place effective de la « nouvelle Belgique » issue de la sixième réforme de l'Etat et des élections fédérales et régionales du

25 mai dernier. Ne rêvons pas, toutefois : les bras de fer et autres séances de musculation resteront permanentes dans un contexte économique et social très difficile, avec l'entrée en vigueur des premières mesures des gouvernements Michel, Magnette et Vervoort. A quelle sauce serez-vous mangés. Réponses en dix questions-clés. Avec une certitude : préparez-vous à faire le gros dos...

1. Le gouvernement Michel peut-il tomber ?

Après des débuts chaotiques, sous les coups de boutoir d'une opposition démontée au Parlement, le Premier ministre Charles Michel (MR) a tenté de reprendre la main fin décembre, invitant les membres de sa majorité à davantage de réserve dans leurs expressions publiques. En vain, tant la « culture du débat » semble intrinsèque à la suédoise. Y a-t-il pour autant péril en la demeure tant les divergences sont par moment aiguës entre l'axe de droite N-VA-Open VLD et un CD&V plus à gauche, avec le MR pour arbitre ? « Je ne pense pas que ce gouvernement tombera, affirme Nicolas Bouteca, politologue à l'université

de Gand. Le stress test aura lieu en mars avec la réforme fiscale, le contrôle budgétaire et la concertation sociale, les trois dossiers étant liés. Mais personne n'a un intérêt rationnel à provoquer une crise. Cela arrive en général quand un parti sent qu'il pourrait en retirer des voix supplémentaires, ce qui n'est pas le cas ici. D'ailleurs, même l'opposition ne s'y prépare pas, elle demande simplement une autre politique. En outre, je ne vois aucune alternative évidente, cela ouvrirait une longue crise dont nous n'avons pas besoin... »

Les quatre partis de la coalition ont exprimé leur souhait d'aller jusqu'au bout de la législature, en 2019, avec l'espoir de récolter les fruits de leur politique de rigueur. 2015 ne sera donc qu'une étape de souffrances vers le renouveau. « Ce ne sera pas une épreuve de vérité au sens strict, mais un moment important, potentiellement difficile à gérer vu que chaque partenaire se positionne fort, estime Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Il y a eu, fin 2014, la sortie fiscale de Didier Reynders, les propos de Kris Peeters contre la N-VA, la crispation de l'Open VLD... Je vois ce début d'année comme un moment décisif pour la majorité parce qu'il renforcera sa cohésion ou amorcera sa destruction, selon la manière dont les débats budgétaires et fiscaux vont se dérouler. »

La N-VA, elle, poursuivra ses provocations. Bart De Wever ne répétait-il pas à Noël que ce gouvernement n'était qu'une « solution provisoire » ?

2. La colère de la rue va-t-elle s'estomper ?

La perspective d'une grogne de très longue durée s'est éloignée en fin d'année, après deux mois de forte mobilisation sociale marquée par quelques temps forts – 120 000 personnes dans la rue le 6 novembre dernier, une grève nationale le 15 décembre –, mais aussi par quelques débordements et des expressions exaspérées de la population. « Nous avons décidé d'arrêter les actions pour prendre le temps de l'évaluation jusqu'à la mi-janvier, rappelle-t-on au sein du front commun syndical. Il y a des signes ●●●

●●● positifs : le premier compromis finalisé au sein du Groupe des 10 a apaisé le climat, le ministre de l'Emploi Kris Peeters prend peu à peu ses marques, les lignes ont bougé sur la taxation du capital... Honnêtement, nous devons aussi tenir compte du baromètre de l'opinion publique, qui commençait à nous devenir défavorable. »

Cette attitude donne raison au gouvernement Michel, qui misait sur un essoufflement du mouvement. « Mais nous serons très vigilants, prévient-on dans le camp syndical. La politique de ce gouvernement reste profondément déséquilibrée et antisociale, nous serons prêts à repartir à l'action s'il le faut. »

3. Une VRAIE concertation sociale peut-elle reprendre ?

Juste avant de partir en vacances, le gouvernement Michel a entériné le « mini-accord », selon les termes des principaux intéressés, conclu entre partenaires sociaux au sujet du statut unique ouvriers-employés et des mesures transitoires concernant la prépension et le crédit-temps. Il a invité dans la foulée à une réunion le 15 janvier « pour fixer l'agenda de la concertation sociale sur trois thèmes: enveloppe sociale, stratégie pour l'emploi, commission pensions ». Le dialogue est-il renoué ? « Nous attendons encore de voir quels seront les autres signes d'ouverture, tempère-t-on à la CSC. Nous savons que le gouvernement veut nous enfermer dans un calendrier très serré pour tenter de nous forcer la main. Nous verrons aussi comment De Wever et De Croo vont se comporter, eux qui ont été les plus hostiles jusqu'ici à la concertation sociale. » Plusieurs dossiers seront particulièrement scrutés: la discussion sur la marge salariale, les mesures d'exception accompagnant le relèvement de l'âge de la pension... « Nous voulons aussi une place dans la discussion fiscale, c'est un dossier qui nous tient particulièrement à cœur », insiste-t-on au syndicat chrétien.

Le 16 janvier, une réunion du front commun syndical tranchera: stop ou encore la grève ?

4. Va-t-on décider une réforme fiscale ?

Une grande réforme fiscale, c'était LA promesse du MR durant la campagne électorale. Un « tax shift », c'est-à-dire le déplacement d'une partie de la fiscalité du travail vers la consommation, le patrimoine ou l'environnement, c'est LA requête du CD&V depuis la formation de ce gouvernement. Tout cela se concrétisera-t-il au printemps, en guise de réponse au mouvement social? Le gouvernement a promis de se pencher en mars sur ce dossier explosif qui le divise. Dès à présent, un groupe d'experts prépare discrètement ce chantier.

« Il y aura une série de mesures fiscales ponctuelles ambitieuses, mais probablement pas de réforme fiscale globale à ce stade, avance Bruno Colmant, professeur de finance à l'UCL, Solvay et la Vlerick Business School. Il n'y a visiblement pas une telle envie à la N-VA. Et le contexte budgétaire n'est pas idéal: l'épuration telle qu'elle a été élaborée

être créés par les banques et assurances. »

5. La croissance économique sera-t-elle enfin au rendez-vous ?

Relancer l'activité pour créer de l'emploi: c'est la quadrature du cercle pour le gouvernement fédéral. D'autant que la conjoncture restera morose en 2015. « Les prévisions de croissance ont plutôt été revues à la baisse ces derniers temps, confirme Philippe Ledent, senior economist chez ING. On la situe désormais entre 0,9 % et 1,1 % contre 1,3 ou 1,4 % il y a quelques mois. Ce ralentissement, après un début d'embellie en 2014, est dû à la décélération des pays émergents et à l'incertitude née de la crise ukrainienne, mais aussi et surtout, au fait que l'on a eu tendance à minimiser les problèmes de la zone euro en termes d'endettement ou de divergence des économies qui pèsent sur la politique monétaire. »

Attention, la zone euro pourrait retomber dans la ligne de mire des agences de notation! Et notre pays n'est pas nécessairement le mieux préparé... « La Belgique aura du

mal à dépasser la croissance moyenne européenne parce que les politiques fiscales vont penser davantage sur notre économie. Jusqu'ici, notre pays avait mieux résisté que d'autres à la crise, mais ce n'était pas dû à un miracle: quoi de plus logique étant donné que nous n'avions pas pris le taureau par les cornes. Ce gouvernement s'emploie à faire des réformes structurelles et c'est plutôt positif. Mais au regard de l'expérience d'autres pays, on peut considérer qu'il y aura une contrainte budgétaire durant deux ou trois ans. » Voilà pourquoi le gouvernement Michel veut aller au bout: la sortie du tunnel ne sera en vue que lors de la seconde moitié de législature...

6. Le portefeuille des citoyens sera-t-il touché ?

Oui. Combien? C'est la guerre des chiffres. Selon l'Institut Emile Vandervelde, le service d'études du PS, la facture sera de 336 euros en moyenne par habitant. Selon le gouvernement, au contraire, chaque citoyen sera en mesure de gagner 250 euros en moyenne car si le saut d'index ne devrait intervenir que cet été, l'augmentation de la déductibilité des frais forfaitaires pour les salariés est, elle, effective depuis ce 1^{er} janvier.

En tout état de cause, il ne s'agit là que de moyennes, chaque situation particulière étant susceptible de donner lieu à des coupes plus ou moins importantes. « La situation est pire pour les pensionnés, les invalides, les demandeurs d'emploi et les indépendants puisqu'ils n'en bénéficieront pas », s'indigne-t-on du côté socialiste. Au MR, on réplique que l'austérité imposée par le gouvernement wallon, dirigé par le PS et le CDH, est tout aussi importante. La fiscalité communale pourrait, elle aussi, augmenter. Les temps seront durs...

7. MR et PS vont-ils renouer le dialogue ?

Le match de catch que se livrent les deux principaux partis francophones, MR et PS, s'est légèrement apaisé en fin d'année dernière, mais la détérioration du climat politique du côté francophone risque d'être durable. « Ce gouvernement fédéral inattendu a créé une forte polarisation, souligne Pascal Delwit. Après deux mois très tendus sur le plan rhétorique, la température entre libéraux et socialistes ne pouvait que redescendre. Ce type de climat n'est jamais bon car il crée de l'insécurité au sein de la ●●●

par le gouvernement devra être révisée au vu de l'évolution des perspectives en matière de croissance et d'inflation. Toutes choses égales par ailleurs, on parle intuitivement d'un ou deux milliards à trouver lors du contrôle budgétaire de mars. »

A quoi peut-on s'attendre? « Une série de pistes évoquées sont de bonnes idées: la réinstauration du taux d'imposition de 52,5 % avec une augmentation du minimum non imposable par exemple, ou l'augmentation du taux de TVA de 21 à 22 % accompagnée d'une baisse du taux de 6 % à 5,5 % sur certains biens de première nécessité, voire l'introduction d'une TVA plus élevée sur les produits de luxe, estime Bruno Colmant. Cette mesure concernant la TVA est la seule qui rapportera à coup sûr sur le plan budgétaire, sachant que le taux moyen applicable en Belgique est de l'ordre de 14 %. On peut jouer sur les accises également, notamment en lien avec la baisse des prix pétroliers, en réactivant le cliquet. Mais c'est une mesure davantage

ponctuelle. » Le PS a déjà dénoncé une attaque « injuste » contre la consommation à l'heure où l'on devrait relancer la demande intérieure.

Quant à cette fameuse taxation du capital... « Une taxation des plus-values pourrait être décidée, mais elle restera symbolique. Elle pourrait prendre la forme d'une taxation déclarative sur les plus-values réalisées sur les valeurs mobilières revendues après moins d'un an. Mais rien n'empêcherait les détenteurs d'actions ou d'obligations de les revendre après 366 jours. Dans les faits, je suis favorable à une reglobalisation intelligente

des revenus: on reglobalise, mais on taxe plus légèrement les revenus du travail et du capital à risque. » Une réelle ambition est rendue compliquée par l'opposition de la N-VA et, surtout, de l'Open VLD à une telle attaque contre les plus riches. « Le CD&V va sans doute obtenir quelque chose sur la taxation des plus-values du capital pour acheter la paix sociale, acquiesce le politologue Nicolas Bouteca. Mais cela aura un prix. » Les recettes de cette mesure ne serviraient en effet qu'à faire baisser les charges sur le travail, pas à résorber le déficit de l'Etat. Alors que le slogan de la coalition restera: moins d'Etat!

D'autres avancées sont envisagées, conclut Bruno Colmant: « On pourrait favoriser fiscalement le paiement des assurances-groupe sous forme de rente plutôt que la libération du capital en une fois. Cela assurerait un matelas pour l'avenir en plus de la sécurité sociale. On pourrait aussi modifier la fiscalité des stock-options afin de favoriser les start-up. Enfin, il faudrait absolument relancer une nouvelle opération Monory-De Clercq (*NDLR: comme dans le milieu des années 1980*) pour réorienter les épargnants individuels vers le capital à risque. Des fonds pourraient

●●● population. Cela étant, la tension reste toujours très forte entre ces deux partis. Les libéraux ont fait le pari de se poser en alternance au PS – la série d'interviews donnée par Charles Michel en fin d'année l'a encore confirmé – et les escarmouches se poursuivront. Bien sûr, les prochains scrutins sont loin, en 2018 pour les communales et en 2019 pour les législatives, mais une telle stratégie électorale demande du temps pour s'installer. Les tensions ne diminueront que si le MR se tasse de façon nette dans les sondages. »

Renouer un tel dialogue n'est pas sans importance, ne fût-ce que pour mettre de l'huile dans les rouages du fédéralisme avec les majorités asymétriques au fédéral, en Wallonie et à Bruxelles. A ce jour, le Premier ministre Charles Michel et les ministres-présidents Paul Magnette et Rudi Vervoort ne se sont toujours pas rencontrés officiellement depuis leur entrée en fonction, c'est dire...

8. La Wallonie prendra-t-elle enfin la mesure de son autonomie ?

La majorité PS-CDH emmenée par Paul Magnette et Maxime Prévot se trouve elle aussi confrontée à une conjoncture économique et sociale difficile. « Les entités

fédérées ont la corde au cou comme le fédéral, analyse Pascal Delwit. Quand Magnette et Prévot déclarent qu'en 2015 et 2016, il ne se passera rien, cela veut tout dire. La première conférence de Prévot, c'était pour annoncer des mesures... qui seront effectives en 2017! Et quand Magnette a fait sa causerie, en décembre, on n'en a retenu que le mode opératoire. » Seul le lancement du plan Marshall 4.0 fut un éclair dans la grisaille d'un manque de vision régionale.

Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne, a lui dénoncé l'absence coupable de préparation pour accueillir les nouvelles compétences issues de la sixième réforme de l'Etat, singulièrement l'autonomie fiscale ou les allocations familiales. « Au sein du gouvernement wallon, les points de vue ne sont pas identiques, prolonge Pascal Delwit. On parle beaucoup des tensions entre le PS et le MR, mais il y a aussi des dissensions entre le PS et le CDH. Ils avaient du jeu, oui, mais ils ont décidé de ne pas utiliser l'enveloppe fiscale ou de modifier la politique familiale, faute d'accord à ce sujet. »

9. Elio Di Rupo profitera-t-il de la vague Mons 2015 ?

« Ce sera une vitrine pour la Wallonie, afin de montrer qu'elle avance, note Pascal Delwit. Mais aussi pour Elio Di Rupo, c'est évident. Ce n'était pas simple pour lui de passer du poste de Premier ministre à celui de président du PS, même si c'est également une fonction importante. Cela lui donnera la possibilité de se présenter dans un autre contexte. » Pour s'élever à nouveau, à la manière d'une diva, au-dessus du magma de la confrontation politique. Quitte à irriter, aussi...

10. Bruxelles existera-t-elle enfin dans le débat belge ?

Dans un pays aux équilibres politiques en perpétuelle évolution, la capitale se cherche une ambition nationale, entre un stade qu'elle espère faire sortir de terre pour l'Euro 2020, des projets muséographiques sans cesse remis en question et surtout, un chômage galopant. « La Région bruxelloise a toujours eu beaucoup de peine à exister, souligne Pascal Delwit. Dès le début, d'ailleurs: c'était une telle pomme de discorde qu'elle a été créée huit ans après les deux autres Régions. Les éléments de contexte ne sont en outre pas favorables. En dépit du refinancement décidé dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, la situation

budgétaire de Bruxelles reste défavorable, faute de lien entre l'impôt des personnes physiques et le lieu de travail. Un élément que l'on néglige aussi, c'est l'impact de la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde: il n'y a plus d'élus flamands bruxellois à la Chambre et en conséquence, le personnel politique flamand est encore moins sensible à la cause bruxelloise. Enfin, l'asymétrie entre les majorités fédérale et régionale n'aide pas. »

C'est pourquoi deux poids lourds bruxellois, Laurette Onkelinx et Didier Reynders, se sont parlé afin de créer un « lobby bruxellois ». « Liège et Anvers ont profité d'un tel lobby alliant politiques, partenaires sociaux et acteurs de la société civile, conclut Pascal Delwit. La démarche des chefs de file du PS et du MR ne fonctionnera toutefois que si elle dispose d'un large consensus et que si chacun des deux y retrouve ses jeunes. »

En cette année de souffrance, à tous les étages de l'Etat, il conviendra de mettre de l'eau dans son vin pour dialoguer, prendre ses responsabilités et défier la morosité. ● O.M.